



## Session plénière du 26 au 29 septembre 2011

# Dossier

**Pour la deuxième fois en septembre, le Parlement européen se réunit en session plénière à Strasbourg. Mercredi 28, le Président de la Commission José Manuel Barroso prononcera son discours annuel sur l'état de l'Union. La Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères Catherine Ashton sera présente dans l'hémicycle la veille afin de débattre de la demande de reconnaissance d'un Etat palestinien à l'ONU. Enfin, les députés devraient voter sur les mesures sur la gouvernance économique.**

Le dossier présente les grands sujets inscrits à l'ordre du jour (première section) et les comptes-rendus détaillés des débats et votes principaux, mis à jour en cours de session. *Pour accéder aux différentes sections, cliquez sur les liens ci-dessous.*

## Les grands sujets à l'ordre du jour

### **Moins de marchandages et plus de transparence pour la gouvernance économique.**

Le Parlement votera les mesures sur la gouvernance économique. Le but est d'empêcher les pays de la zone euro de passer outre les avertissements de la Commission européenne visant à corriger leurs politiques budgétaires et à s'attaquer plus rapidement aux déséquilibres économiques.

**Débat sur la demande de reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU.** Le Parlement se prononcera sur une résolution concernant la Palestine. Avant le vote, mardi 27 septembre, les députés débattront de ce qui s'est passé aux Nations unies avec la Haute Représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton. La discussion portera sur le processus de paix au Moyen Orient et les récents développements en Afrique du Nord.

**Stimuler les échanges commerciaux avec l'Autorité palestinienne.** Le Parlement va se prononcer sur un accord commercial qui vise à stimuler l'économie palestinienne en permettant l'exportation directe vers l'UE des produits agricoles et de pêche des territoires palestiniens.

**Discours du Président Barroso sur l'"état de l'Union".** José Manuel Barroso présentera mercredi les priorités stratégiques de la Commission européenne lors de son discours annuel sur l'état de l'Union devant les députés. Son intervention sera suivie d'un débat. La Commission adoptera son programme de travail pour l'année 2012 en octobre.

**Débat sur la zone euro avec Jean-Claude Juncker.** Mardi 27, les députés débattront de l'évolution de la situation dans la zone euro avec le Président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. M. Juncker s'efforcera de trouver des solutions aux problèmes les plus urgents et abordera la question de la stabilisation de la situation à long terme.

**Des moments difficiles pour les commissaires.** Pour assurer une heure des questions à la Commission plus dynamique et davantage en prise sur l'actualité, les députés ne déposeront plus leurs questions à l'avance. Désormais, trois commissaires - ou plus - répondront aux questions sur un sujet précis pendant 90 minutes. Le thème retenu pour le mardi 27 septembre est le "commerce et les relations de l'UE avec les pays tiers", avec les commissaires De Gucht, Füle, Georgieva, et Piebalgs.

**Rio+20 devrait fixer des objectifs pour le développement durable.** L'Union européenne devrait œuvrer en faveur d'un objectif global pour les énergies renouvelables et d'autres objectifs de développement durable "responsable" lors du sommet des Nations unies Rio +20 qui se tiendra l'année prochaine, selon une proposition de résolution qui sera votée jeudi.

**Des mesures concrètes pour arrêter l'hécatombe sur les routes.** Seul un véritable plan d'action pour la sécurité routière pourrait diminuer drastiquement le nombre de tués et de blessés graves sur les routes européennes, selon l'avis des membres de la commission des transports. Leur projet de résolution, soumis au vote de la plénière le 27 septembre, propose quelques mesures concrètes que la Commission européenne devrait mettre en œuvre sans tarder.

**Aider à la réinstallation des réfugiés de la frontière tuniso-libyenne.** Les États membres devraient œuvrer davantage à la réinstallation des réfugiés des zones de conflit, qui séjournent dans des camps de la frontière tuniso-libyenne, indique une délégation du Parlement qui s'est rendue en Tunisie en juillet. À la suite de cette visite, les députés aborderont, avec la Commission, les négociations avec les États membres portant sur la manière de réinstaller les réfugiés dans l'incapacité de rentrer chez eux et sur le nombre de places promises pour leur réinstallation.

## Les trois défis de la politique commerciale extérieure de l'UE

**Le commerce extérieur joue un rôle essentiel dans l'économie européenne. Le monde change, et la politique commerciale doit s'adapter pour rester efficace. L'Allemand Daniel Caspary (Parti populaire) a ainsi préparé un rapport expliquant les grands défis auxquels il faudra faire face au cours des années et décennies à venir. Il demande à la Commission européenne de préparer une véritable stratégie de long terme pour les relever.**

Les défis auxquels va devoir faire face le commerce extérieur de l'UE sont au nombre de trois.

Tout d'abord, la part de l'Europe et des Etats-Unis dans le Produit intérieur brut mondial diminue. De 48 % en 2000, il ne devrait plus représenter que 35 % en 2020. Les exportations européennes sont passées de 19 à 17 % des exportations mondiales entre 1999 et 2009. Le centre de gravité de l'économie mondiale se déplace vers les pays émergents.

Ensuite, la population européenne n'augmente que peu (+5 % attendus d'ici 2035, puis baisse). Pire, la population en âge de travailler a déjà commencé à reculer.

Enfin, l'UE est hautement dépendante de son commerce. Trente-six millions d'emplois, soit 18 % des emplois européens, sont liés - directement ou indirectement - au commerce extérieur. En 2015, 90 % de la croissance mondiale sera générée en dehors de l'UE : le phénomène de dépendance devrait donc s'accroître.

### Quelles réponses apporter ?

Fin 2010, la Commission européenne a publié une communication examinant les enjeux à venir. Dans son rapport, l'Allemand Daniel Caspary critique une absence de réelle stratégie de long terme pour la politique commerciale européenne. « *Les exportations sont un préalable à la croissance économique et à la création d'emplois* », note-t-il. Il demande une analyse et des prévisions approfondies.

Par ailleurs, son rapport contient des propositions concrètes. Il estime que « *la stratégie doit expliquer comment les questions commerciales peuvent être davantage liées aux politiques étrangères et de développement* ». Les droits de l'homme, le changement climatique et les droits des travailleurs pourraient ainsi être pris en compte lors de la définition des politiques commerciales.

Le rapport prône la conclusion de plus d'accords de libre-échange et se prononce en faveur d'un dialogue renforcé avec les grands partenaires commerciaux de l'Europe en vue d'éliminer les barrières commerciales, déguisées ou non.

*Vote prévu mardi 27 septembre. L'heure des questions à la Commission européenne portera également sur le commerce extérieur (mardi de 11h à 12h30).*

## Réponses aux catastrophes : plus efficace, plus simple, moins cher ?

Elles ont pour nom Xynthia, Katrina, Nargis... Les tempêtes et autres catastrophes naturelles mettent à l'épreuve la capacité de réponse de l'Europe. Un rapport de l'Italienne Elisabetta Gardini (Parti populaire) vise à améliorer le mécanisme européen de réponse aux catastrophes, alors que les marges de manœuvre budgétaires sont réduites. De plus, Mme Gardini souhaite simplifier le mécanisme européen de protection civile, qu'elle juge "trop bureaucratique". Son rapport sera débattu et voté mardi 27 septembre.

Le nombre de catastrophes recensées dans le monde a été multiplié par cinq au cours des 35 dernières années. En Europe, ce sont 90 000 personnes qui ont laissé leur vie, 29 millions d'autres qui ont été touchées d'une manière ou d'une autre et 210 milliards d'euros de dommages qui ont été causés au cours des deux dernières décennies.

Elisabetta Gardini propose de développer la recherche sur le changement climatique et sur les causes des incendies de forêt. Elle appelle de ses vœux une Force européenne de protection civile et souhaite que la Commission européenne fasse des propositions en ce sens.

Enfin, elle souligne le besoin d'une meilleure coordination afin d'éviter la duplication des efforts et la nécessité de plus de solidarité entre les Etats membres.

## Ouverture de la session: gouvernance économique, questions au Président de l'Eurogroupe, Etat de l'Union

Le Président Buzek a ouvert la session en citant le vote du "paquet des six" sur la gouvernance économique, l'heure des questions avec le Président de l'Eurogroupe et le discours du Président de la Commission sur l'Etat de l'Union. Il a mentionné aussi le débat sur le partenariat oriental avec la Haute Représentante, a salué la première intervention du Président du Conseil européen à l'Assemblée de l'ONU, au nom de l'UE, et a condamné les exécutions de Troy Davis et d'Alireza Molla-Soltani.

Que le "paquet des six" soit prêt à être voté mercredi, après des négociations d'un an, est une "*grande victoire*" qui "*démontre que la méthode communautaire est un bon moyen pour faire face à la crise*", a estimé Jerzy Buzek, ajoutant que la crise nécessitait de traiter plus rapidement certaines législations.

L'heure des questions de mardi avec le Président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker fournira une "*nouveau moyen de représentation des citoyens*" aux députés qui répercuteront leurs questions sur la crise, a souligné M. Buzek.

A propos de l'intervention de mercredi sur l'Etat de l'Union, M. Buzek a déclaré qu'il s'attendait à d'autres législations pour contrer la crise.

Le débat avec la Haute Représentante pour la politique étrangère, Catherine Ashton, à la veille du sommet du Partenariat oriental des 29-30 septembre à Varsovie donnera aux députés européens une autre occasion de démontrer leur prise de conscience de la gravité des problèmes auxquels sont confrontés les citoyens, a-t-il ajouté.

### Exécutions de Troy Davis et Alireza Molla-Soltani

M. Buzek a condamné l'exécution de Troy Davis aux Etats-Unis le 21 septembre. La peine capitale est "*inhumaine et inacceptable*" en toutes circonstances, a insisté M. Buzek, réitérant l'opposition du Parlement à la peine de mort. Il a également condamné l'exécution en Iran, le même jour, d'Alireza Molla-Soltani âgée de 17 ans, ajoutant que l'exécution de mineurs viole le droit international.

### Démissions et nouveaux arrivants

M. Buzek a annoncé la démission de Daniel van der Stoep (NI, NL), qui sera remplacé par Auke Zijlstra.

Mikael Gustafsson remplacera la députée européenne démissionnaire, Eva-Britt Svensson.

## Quel bilan tirer du Partenariat oriental ?

**Les relations de bon voisinage sont toujours agréables, si ce n'est nécessaires. Cette assertion s'applique à l'Union européenne, que les élargissements successifs ont rapprochée de l'Arménie, la Biélorussie, l'Ukraine ou la Biélorussie. Un "Partenariat oriental" a été lancé il y a deux ans, avec pour but d'approfondir les relations avec ces pays et promouvoir la démocratie et la bonne gouvernance. Les députés tireront un premier bilan avant un sommet prévu à Varsovie les 29 et 30 septembre.**

Le Partenariat oriental est une initiative qui regroupe autour d'une même table les 27 pays membres de l'Union européenne (UE) et l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

Le sommet du 29-30 septembre pourrait être l'occasion de lui "donner un nouveau souffle" et de réfléchir à une stratégie globale vis-à-vis de la Biélorussie, selon la présidence polonaise du Conseil de l'UE. Ce dernier pays est trop souvent dénoncé pour le non-respect des droits de l'homme, de la démocratie et de la liberté d'expression.

C'est ce dont débattons les députés avec la Haute représentante de l'UE, Catherine Ashton, mardi en fin d'après-midi.

## Sécurité routière: 103 mesures pour réduire de moitié les victimes de la route d'ici 2020

L'UE devrait promouvoir l'utilisation d'éthylotests anti-démarrage dans le transport professionnel et œuvrer à généraliser une vitesse limitée à 30 km/h dans les zones résidentielles, selon une résolution approuvée par une écrasante majorité des députés européens, mardi 27 septembre. Ils réclament d'urgence un nouveau plan d'action de sécurité routière et recommandent d'harmoniser les règles de circulation, les signalisations, les contrôles techniques et les taux d'alcoolémie tolérés.

La "vision zéro mort " à long terme a guidé le rapporteur du Parlement, Dieter-Lebrecht Koch (Parti populaire) pour la rédaction d'une résolution qui vise à réduire de moitié le nombre de tués, de 40 % le nombre de blessés graves et de 60 % le nombre d'enfants tués sur la route d'ici à 2020. *"Nous exigeons entre autre une analyse harmonisée des causes d'accidents et de blessures ainsi qu'un échange des données à l'intérieur de l'UE tout en respectant un haut niveau de protection de la vie privée"*, a-t-il expliqué.

Les députés demandent à la Commission de nommer un coordinateur européen de la sécurité routière pour aider les Etats membres à mettre un programme d'action en œuvre.

Découvrez les mesures phares proposées par les députés en cliquant sur le lien ci-dessous.

## Un coup d'accélérateur pour le commerce avec l'Autorité palestinienne

**Le Parlement a approuvé, mardi 27 septembre, un accord commercial qui contribuera à stimuler l'économie palestinienne en permettant à la Cisjordanie et à Gaza d'exporter directement vers l'UE des produits agricoles et de la pêche d'ici le début de 2012.**

Cet accord prévoit l'accès en franchise de droits des importations palestiniennes au marché de l'Union européenne des produits agricoles, des produits agricoles transformés, ainsi que des poissons et des produits de la pêche. Plusieurs produits de même nature originaires de l'Union auront un accès en franchise de droits au marché palestinien.

*"Cet accord offre une opportunité pour le peuple palestinien, une première étape vers le développement d'une nation", a déclaré le rapporteur du Parlement Maria Eleni Koppa (Socialistes et démocrates) lors du débat. Elle a souligné que l'accord respectera les règles d'origine, ce qui devrait assurer que l'économie palestinienne profite pleinement de l'expansion du commerce.*

Les députés estiment que l'ouverture des marchés de l'UE aux produits palestiniens qui ont, jusqu'à présent, été placés sous le contrôle direct des autorités douanières israéliennes, contribuera à développer et à dynamiser le commerce palestinien et à développer l'économie. Fort de l'approbation du Parlement, l'accord pourra entrer en vigueur début de l'année prochaine.

L'Autorité palestinienne représente à présent le plus petit partenaire commercial de l'Union. Sur les 56,6 millions d'euros représentant le total des transactions réalisées en 2009, les importations en provenance de l'Autorité palestinienne représentaient seulement un montant de 6,1 millions et consistaient principalement en produits agricoles et produits agricoles transformés (environ 70,1 % des importations totales dans l'Union). Toutefois, les importations ont augmenté de 32,6 % au cours du premier trimestre de 2010.

Les conditions d'importation sont valables pour une période de 10 ans et sont susceptibles d'être prolongées. Dans le cas peu probable où les importations palestiniennes de produits agricoles et de produits de la pêche augmenteraient au point de fausser le marché intérieur de l'UE, l'UE pourrait adopter des mesures de sauvegarde.

## Le cas palestinien : une question controversée au sein du Parlement

Vendredi dernier, l'Autorité palestinienne a déposé une demande de reconnaissance d'un Etat palestinien devant les Nations unies. Les Etats-Unis s'y opposent et pourraient opposer leur veto, l'Union européenne reste divisée. Est-ce une demande légitime ou une provocation ? Nous avons posé la question au président de la délégation pour les relations avec le Conseil législatif palestinien, l'Irlandais Proinsias De Rossa (Socialistes et démocrates), et à celui de la délégation pour les relations avec Israël, le Néerlandais Bastiaan Belder (Europe de la liberté et de la démocratie). Avec des réponses opposées.

***Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a demandé un statut d'Etat pour la Palestine auprès des Nations unies. Qu'en pensez-vous ? Les Nations unies doivent-elles soutenir un Etat palestinien sur la base des frontières d'avant 1967 ?***

**Proinsias De Rossa :** C'est probable que les Nations unies disent non si on en vient à un vote formel car les Etats-Unis ont dit qu'ils opposeraient leur veto à une telle demande. Mais quelle en est la justification ? Il n'y a pas de justification dans le droit international, pas de justification morale. Il n'y a pas de contradiction entre être un Etat membre des Nations unies et négocier un statut définitif pour la Palestine.

Concernant les frontières possibles, Barack Obama lui-même a dessiné les contours de ce qui doit être la base d'une solution : la Ligne verte de 1967 avec des échanges de terrain. Les Palestiniens y ont dit oui, Netanyahu a dit non. Le blocage vient des Israéliens.

**Bastiaan Belder :** Tout d'abord, au nom de qui Mahmoud Abbas parle-t-il ? Le Hamas a clairement dit qu'il ne partageait pas sa position. Est-il donc un vrai partenaire dans les négociations de paix avec Israël ? Il y a un processus de réconciliation [entre le Fatah et le Hamas] mais il n'y a toujours pas de gouvernement unifié.

Ensuite, quelle est la légitimité d'un président qui a reporté plusieurs élections ? De plus, le problème fondamental est pour moi que Mahmoud Abbas refuse de parler d'une solution à deux Etats, avec un Etat juif à côté d'un Etat palestinien.

Il a fait une démarche unilatérale, sans être soutenu par l'ensemble du peuple palestinien. C'est une offensive de propagande de l'Autorité palestinienne, qui est à mon avis faible et divisée.

***Qu'est-ce qu'une reconnaissance devant les Nations unies changerait pour les gens au Proche-Orient ?***

**Proinsias De Rossa :** Cela changerait la façon dont ils se considèrent, cela leur donnerait la dignité de faire partie de la famille internationale des nations. Pour le moment ils ne sont qu'une entité aux Nations unies. Sachant qu'ils ont accepté il y a plus de 20 ans que la Ligne verte soit la frontière avec Israël, qui leur donne 22 % de ce qui était le territoire palestinien avant la partition de 1947 par les Nations unies, ils doivent avoir un siège à l'ONU.

Cela met aussi les négociateurs palestiniens au même niveau que leurs homologues israéliens. Il y a une disparité évidente en termes de pouvoir, de ressources, au bénéfice des Israéliens.

**Bastiaan Belder :** C'est tout le problème : faut-il vraiment que ça change quelque chose ? Mahmoud Abbas veut utiliser une amélioration du statut de l'Autorité palestinienne, par exemple avec un statut d'observateur comme le Vatican, afin de déposer des plaintes devant la Cour pénale internationale. C'est une confrontation, pas la paix !

Abbas a affirmé qu'il faisait cette demande aux Nations unies car il n'y avait pas de vraie proposition de paix. Mais en 2000, Yasser Arafat a refusé des propositions en ce sens par deux fois, et M. Abbas a fait de même en 2008. Je le déplore car cela n'aide aucun des deux peuples.

***L'UE est le plus grand donneur d'aide à l'Autorité palestinienne. Quelle doit être sa position ? Est-il même possible d'avoir une position commune ?***

**Proinsias De Rossa** : Malheureusement, jusqu'à présent l'EU n'a pas trouvé de position commune. C'est une erreur de la part de certains Etats membres de croire qu'il faut faire un choix entre la reconnaissance [de la Palestine] aux Nations unies et les négociations.

Quand je parle aux Palestiniens, leur seule question est de savoir quand les négociations vont reprendre. Leur pays est mangé peu à peu par les colons israéliens, soutenus par l'Etat israélien. Comme un Palestinien me l'expliquait, c'est comme négocier le partage d'une pizza alors que l'autre partie continue de la manger.

Suite au discours de Barack Obama de la semaine dernière, il est clair que les Palestiniens ne peuvent attendre plus de concessions de la part des Etats-Unis avant l'élection présidentielle américaine. L'UE doit prendre l'initiative et agir en tant que médiateur.

Tous les Etats européens veulent un Etat palestinien indépendant établi à partir de négociations. Ils ont tous reconnu les progrès énormes que le président Abbas et le Premier ministre Fayyad ont faits en termes de mise en place d'institutions. Il faut être unis pour relancer les négociations et les amener à une conclusion.

**Bastiaan Belder** : L'UE était observateur et a signé les accords d'Oslo, qui disaient clairement qu'aucune des parties en présence ne prendrait de mesures unilatérales. L'UE doit en rester à sa position et appeler sans ambiguïté les Palestiniens à s'asseoir à la table des négociations avec les Israéliens. Regardez ce que le Quartet (*rassemblant les Etats-Unis, l'UE, la Russie et l'ONU, ndlr*) demande : des négociations. Israël a accepté et les Palestiniens ont refusé. Ils y réfléchissent à nouveau et j'espère qu'ils reviendront à la table des négociations. L'UE doit être claire là-dessus.

*Les interviews ont été réalisées en anglais. Les députés en ont débattu en plénière avec la Haute représentante de l'UE Catherine Ashton mardi 27 septembre.*